



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°05/AONO/ANOR/CIPM/2025 DU 21 JUIN 2025 POUR LES PRESTATIONS DE
GARDIENNAGE ET SECURISATION DES LOCAUX ET DES RESIDENCES DE
CERTAINS RESPONSABLES DE L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITE
(ANOR), EN PROCEDURE D'URGENCE**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Directeur Général de l'Agence des Normes et de la Qualité, Maître d'Ouvrage, lance un appel d'offres national ouvert en procédure d'urgence pour les prestations de gardiennage et sécurisation des locaux, et des résidences de certains responsables de l'ANOR, au titre de l'Exercice 2025.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, consistent à :

- Ouvrir et fermer les portails ;
- Accueillir, contrôler et filtrer les visiteurs et les fournisseurs ;
- Contrôler les véhicules, les personnes et les matériels entrant et sortant de l'enceinte des locaux ;
- Surveiller les installations et leurs abords 24/24 et 7/7 ;
- Tenir à jour les documents de suivi des activités et incidents (main courante) ;
- Appliquer les consignes particulières inhérentes à chaque site ;
- Appliquer les procédures en vigueur, en cas d'incident.

3. Tranches /Allotissement

Sans objet

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trente millions (30 000 000) FCFA TTC.

5. Délai d'exécution

Le délai prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de cinq (05) mois.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres s'adresse aux entreprises de droit camerounais spécialisées dans le gardiennage.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le budget de l'Agence des Normes et de la Qualité, Exercice 2025.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministère chargé des Finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce n°14 du DAO dont le montant s'élève à **600 000 F.CFA (six cents milles)** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC).

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des

cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances, Service des Marchés et Contrats) sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, B.P. 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu auprès de la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances, Service des Marchés et Contrats) sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, BP : 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable d'un montant de **50 000 (cinquante mille) FCFA** au titre des frais de dossier, au Compte Spécial CAS ARMP N°335 988 ouvert auprès de la BICEC (Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit). La copie dudit reçu sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre doit être soumise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le à **14 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur une clé USB ou un CD/DVD doit être envoyée dans une enveloppe scellée avec la mention claire et lisible « **copie de sauvegarde** », en plus de l'indication mentionnée ci-dessus, dans le délai fixé.

❖ Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui transiteront sur la plateforme et constitueront l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MB pour le dossier administratif ;**
- **15 Mo pour l'offre technique ;**
- **5 MB pour l'offre financière.**

Les formats suivants sont acceptés :

- **PDF pour les documents textes ;**
- **JPEG pour les images.**

Le candidat utilisera un logiciel de compression pour réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumis en ligne selon les tailles et formats indiqués dans le RPAO.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture

des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps, à l'Immeuble Siège de l'ANOR sis à Bastos Immeuble Ex Banque Mondiale le à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'ANOR.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission timbré à l'ouverture des plis accompagné du récépissé de consignation de la CDEC ;
- de la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- note technique inférieure à 80% des OUI ;
- le non-respect du format des fichiers des offres
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- Absence d'agrément à l'exercice des activités privées de gardiennage ;
- De la non-conformité du mode de soumission ;
- De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, et les DQE) ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois dernières années

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

Critères essentiels	NOTATION BINAIRE OUI/NON
Présentation Générale de l'offre	04 Oui
Expérience et références de l'entreprise dans les réalisations similaires	04 Oui
Qualifications et expérience du personnel d'encadrement	04 Oui
Qualifications et expérience du personnel opérationnel	10 Oui
Méthodologie d'exécution proposée pour la réalisation des prestations par rapport à la consistance des TDR	01 Oui
Planning et calendrier de réalisation des prestations	01 Oui
Capacité financière du soumissionnaire	01 Oui
Matériels et Équipements d'intervention en cas d'agression (moyens logistiques)	10 Oui

Preuves d'acceptation des conditions du Marché (CCAP et TDR dûment paraphés à chaque page signés et datés aux dernières pages avec la qualité du signataire et son tampon précédé de la mention « Lu et approuvé »	01 Oui
TOTAL	36 OUI

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17- Nombre maximum de lots

Sans objet

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Service des Marchés et Contrats de l'Agence des Normes et de la Qualité sis à Bastos Immeuble ex Banque Mondiale ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 21 JUL 2025

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP ;
- DG/ANOR ;
- Président CIPM/ANOR
- Affichage chrono



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL (a)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale

Direction de l'Administration et des Finances

Sous-Direction du Budget et du Patrimoine

Service des Marchés et Contrats



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

Directorate of Administration and Finance

Budget and patrimony Subdivision

Procurement and Contract Service

**NOTICE OF OPEN NATIONAL TENDER PROCEDURE UNDER EMERGENCY PROCEDURES
No. 05/AONO/ANOR/CIPM/2025 OF FOR THE PROVISION OF SECURITY
AND GUARDING SERVICES FOR THE PREMISES AND RESIDENCES OF CERTAIN
EXECUTIVES OF THE AGENCY FOR STANDARDS AND QUALITY**

1. Purpose of the Call for Tenders

The Director General of the Standards and Quality Agency, Project Owner, is launching an emergency call for tenders for the security and guarding services for ANOR premises and residences of certain Executives, for the 2025 financial year.

2. Nature of services

The services, the subject of this Call for Tenders, consist of:

- Open and close gates,
- Welcome, control, and filter visitors and suppliers,
- Control vehicles, people, and equipment entering and leaving the premises,
- Monitor the facilities and their surroundings 24/7,
- Maintain activity and incident monitoring documents (log),
- Apply the specific instructions specific to each site,
- Apply the procedures in force during the occurrence of an incident.

3. Tranches / Allocation

Not applicable

4. Estimated cost

Following preliminary studies, the estimated cost of the operation is thirty million (30,000,000) FCFA, including tax.

5. Execution time

The maximum timeframe specified by the Project Owner for the execution of the services covered by this Call for Tenders is five (05) months.

This timeframe shall run from the date of notification of the service order to begin the services.

6. Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is open to companies incorporated under Cameroonian law specializing in security.

7. Funding

The services covered by this Call for Tenders are financed by the budget of the Standards and Quality Agency, Financial Year 2025

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is *online*

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond stamped at the current rate, paid in cash, issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the areas of public procurement and the list of which appears in document 14 of the DAO, the amount of which is **600,000 CFA francs (Six hundred thousand francs)**. It is valid for up to thirty (30) days beyond the initial validity date of the offers and accompanied by the deposit receipt issued by the Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC). The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Call for Tenders Document

The Call for Tenders Document (DAO) can be consulted during working hours at the General Directorate of ANOR (Administration and Finance Department, Markets and Contracts Department) located in Bastos, Former World Bank Building, BP 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.com).

11. Acquisition of the Call for Tenders Documents

The Call for Tenders Documents (DAO) can be obtained from the General Directorate of ANOR (Administration and Finance Department, Markets and Contracts Department) located in Bastos former World Bank building, BP: 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of **50,000 (fifty thousand) FCFA** as application fees, to the Special Account CAS ARMP N°335 988 opened with BICEC (International Bank of Cameroon for Savings and Credit). A copy of the said receipt will be deposited at the place of collection of the Call for Tenders Documents.

It is also possible to obtain the electronic version of the DAO by free download at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the DAO purchase fee.

12. Submission of offers

The bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than

18.1.2017 at 2 p.m. A backup copy of the bid saved on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', in addition to the above information, within the specified time limit.

❖ **File size and format**

For online submission, the maximum sizes of documents that will be transmitted on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the administrative file,
- 15 MB for the technical offer,
- 5 MB for the financial offer.

The following formats are accepted:

- PDF for text documents,
- JPEG for images.

The candidate will use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be submitted online according to the sizes and formats indicated in the RPAO.

The following will be inadmissible by the Project Owner:

- Bids received after the submission deadline dates and times,
- Folds without indication of the identity of the Call for Tenders,
- Folds that do not comply with the submission method,
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or offering only copies.

Any incomplete bid that does not follow the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the Tender Documents will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A tender bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. A tender bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. Opening of the bids

The opening of the bids will take place in one stage, at the ANOR Headquarters Building located in Bastos, the former World Bank Building, on 18.1.2017 at 3 p.m. by the ANOR Internal Procurement Commission.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, following the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the tenders or have been established after

the date of signature of the notice of call for tenders.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1. Elimination criteria

These includes :

- the absence of the stamped tender bond at the opening of the bids, accompanied by the CDEC consignment receipt;
- failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the bid bond);
- false declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
- technical score below 80% of the YES;
- non-compliance with the format of the bid files
- absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- Absence of a quantified unit price in the financial bid;
- Absence of approvals to carry out private security activities;
- Non-compliance with the submission method;
- Absence of an element of the financial offer (the bid, the BBUs, and the DQEs);
- Absence of a statutory declaration stating that no work sites have been abandoned in the last three years.

15.2. Essential criteria

Essential criteria for the qualification of bidders will relate to:

Essential criteria	RATING BINARY YES/NO
General presentation of the offer	04 Yes
Company experience and references in similar projects	04 Yes
Qualifications and experience of the Management staff	04 Yes
Qualifications and experience of the Operational staff	10 Yes
Proposed execution methodology for the provision of services concerning the consistency of the TDR	01 Yes
Planning and scheduling for the delivery of services	01 Yes
Financial capacity of the bidder	01 Yes
Materials and equipment for intervention in the event of an attack (logistical means)	10 Yes
Proof of acceptance of the conditions of the Market (CCAP and TDR) duly initialed on each page, signed and dated on the last pages with the capacity of the signatory and his stamp, preceded by the mention "read and approved"	01 Yes
TOTAL	36 Yes

the date of signature of the notice of call for tenders.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1. Elimination criteria

These includes :

- the absence of the stamped tender bond at the opening of the bids, accompanied by the CDEC consignment receipt;
- failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the bid bond);
- false declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
- technical score below 80% of the YES;
- non-compliance with the format of the bid files
- absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- Absence of a quantified unit price in the financial bid;
- Absence of approvals to carry out private security activities;
- Non-compliance with the submission method;
- Absence of an element of the financial offer (the bid, the BBUs, and the DQEs);
- Absence of a statutory declaration stating that no work sites have been abandoned in the last three years.

15.2. Essential criteria

Essential criteria for the qualification of bidders will relate to:

Essential criteria	RATING BINARY YES/NO
General presentation of the offer	04 Yes
Company experience and references in similar projects	04 Yes
Qualifications and experience of the Management staff	04 Yes
Qualifications and experience of the Operationnal staff	10 Yes
Proposed execution methodology for the provision of services concerning the consistency of the TDR	01 Yes
Planning and scheduling for the delivery of services	01 Yes
Financial capacity of the bidder	01 Yes
Materials and equipment for intervention in the event of an attack (logistical means)	10 Yes
Proof of acceptance of the conditions of the Market (CCAP and TDR) duly initialed on each page, signed and dated on the last pages with the capacity of the signatory and his stamp, preceded by the mention "read and approved"	01 Yes
TOTAL	36 Yes

16. Attribution

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer who has submitted an offer meeting the required technical and financial qualification criteria and whose offer is assessed as the lowest bidder.

17. Maximum number of lots

Not applicable

18. Validity period of offers

Bidders remain bound by their bids for ninety (90) days from the deadline set for submission of bids.

19. Additional information

Additional information can be obtained during business hours from the Markets and Contracts Department of the Standards and Quality Agency located in Bastos, Former World Bank building, or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and bad practices

To report any practices, facts, or acts of corruption, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) at 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) at: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the

21 JUL 2025

Copies:

- Public Procurement Authority (MINMAP)
- ARMP;
- DG/ANOR;
- President CIPM/ANOR
- Chronograph display

